

## Un atlas pour la Nouvelle-Calédonie

---

Jean-Christophe GAY<sup>1</sup>

### RÉSUMÉ

Cet article d'un des deux directeurs scientifiques de l'*Atlas de la Nouvelle-Calédonie*, publié par l'IRD et le congrès de la Nouvelle-Calédonie de 2012 à 2014, présente les principes organisationnels, épistémologiques et méthodologiques qui ont orienté la réalisation de cette production hors norme dans le paysage éditorial. Il aborde également les problèmes qui se sont posés au cours des quatre années de travaux, dans le dessein de faciliter les maîtres d'ouvrage, les maîtres d'œuvre et les auteurs de projets futurs équivalents.

### MOTS-CLÉS

Nouvelle-Calédonie, cartographie, atlas, management.

Depuis la période insurrectionnelle des années 1980, la Nouvelle-Calédonie a subi de profondes mutations, tant sur le plan politique que sur le plan socio-économique. Les accords de Matignon, en 1988, ont permis de pacifier ce territoire, notamment avec la mise en place d'un nouveau découpage administratif et la création de trois provinces. L'accord de Nouméa, en 1998, a ouvert la voie à une plus large autonomie, caractérisée par un transfert massif et irréversible de compétences, et a engagé la Nouvelle-Calédonie vers l'autodétermination. En matière d'économie, le nickel est à l'origine des deux nouvelles usines métallurgiques, au nord et au sud de la Grande Terre. Ces transformations majeures, accompagnées d'une augmentation de la population et d'un exode rural toujours puissant, se traduisent par une nouvelle organisation de l'espace et l'émergence d'une nouvelle société, encore très inégalitaire mais plus solidaire. Compte tenu de ce contexte et en pleine période d'euphorie économique avec des cours du nickel très élevés, le congrès de la Nouvelle-Calédonie, l'assemblée législative de la collectivité qui jouit

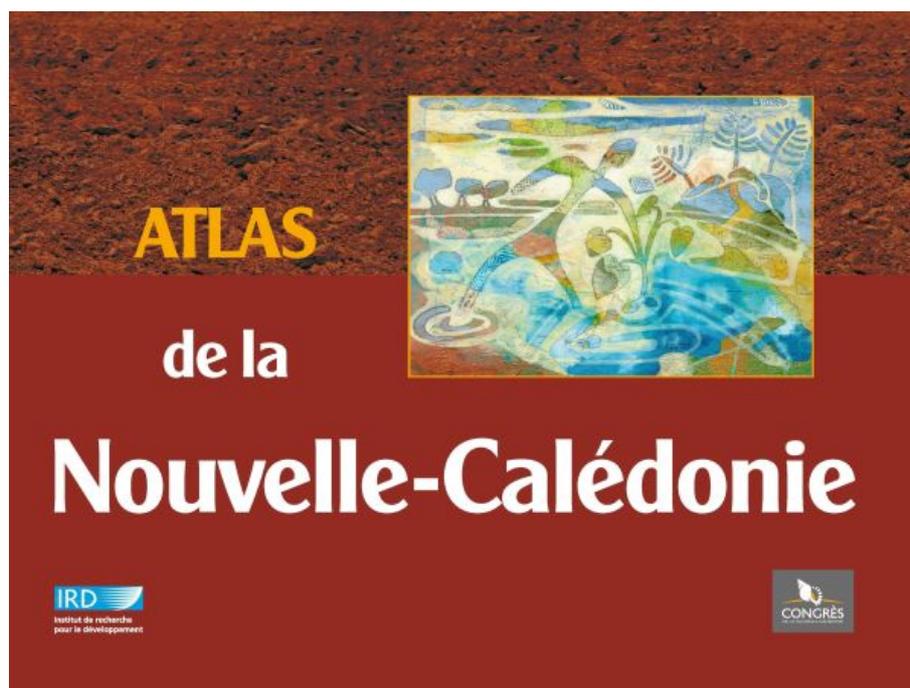
---

<sup>1</sup> Professeur des universités, IAE (Ecole universitaire de management) de l'Université Nice Sophia Antipolis.

d'un statut unique au sein de la République française, a signé en 2008 une convention avec l'Institut de recherche pour le développement (IRD) confiant à ce dernier la maîtrise d'œuvre et l'édition d'un nouvel atlas de la Nouvelle-Calédonie (Bonvallot, Gay et Habert, 2012), en remplacement de l'atlas publié en 1981 par l'ORSTOM (Huetz de Lempis, Legand et Sautter, 1981), l'ancien nom de l'IRD. En même temps le congrès a employé pendant presque quatre ans une géographe-cartographe chargée des études communales et qui a eu un rôle majeur à mes côtés. Nous allons tâcher, comme coordinateur à Nouméa et co-directeur scientifique de cet atlas, de montrer les fondements institutionnels et épistémologiques de cette commande officielle ayant bénéficié de gros appuis locaux et nationaux, les choix opérés, les réflexions sur cette expérience professionnelle originale, les problèmes rencontrés et les leçons à en tirer.

### UN POINT SUR L'ÉTAT DES CONNAISSANCES

#### Un nouvel atlas pour la Nouvelle-Calédonie



Les traditions n'ont pas vocation à se pérenniser. Le savoir-faire de l'ORSTOM-IRD dans le domaine des atlas régionaux, s'il est patent, ne peut être un argument pour qu'il multiplie ce type d'ou-

vrages. Cependant, si leur utilité est posée en principe, des évolutions technologiques majeures militent en faveur de l'élaboration de ces atlas. La cartographie numérique, combinée au développement des bases de données, permet de produire rapidement des cartes en grande quantité. Désormais, nombre de collectivités locales créent et mettent en ligne des atlas thématiques, à l'échelle des unités statistiques avec les données des recensements. À cette facilité technique répond une profusion de cartes, souvent mal construites et ne répondant à aucune problématique qui tend, paradoxalement, à justifier de plus en plus la réalisation d'atlas régionaux ou nationaux, contrairement à l'analyse un peu rapide de Joël Bonnemaïson qui estimait que l'*Atlas de la Polynésie française*, publié en 1993, serait le dernier du genre<sup>2</sup>. Ceux-ci ne sont pas une spécificité française, puisque dans le Pacifique Sud, le gouvernement fidjien a publié en 2006 un atlas (Walsh, 2006), de même que les autorités néo-zélandaises sont à l'origine du remarquable atlas historique de leur pays (McKinnon, 1997). En outre, en 2005 une nouvelle édition du *Contemporary Atlas New Zealand* (Kirkpatrick, 2005) est sortie suivi, en 2009, par un atlas du Vanuatu (Siméoni, 2009).

S'il paraît pertinent de mener ce genre de projet, c'est que ces ouvrages répondent à plusieurs objectifs, rarement associés dans le paysage éditorial actuel. C'est d'ailleurs par le renforcement de cette polyvalence, à condition que des financements publics soient toujours assurés, que les atlas régionaux auront un avenir. Ainsi, l'*Atlas de la Nouvelle-Calédonie*, qui se décline en une version papier au format 420 x 297 mm (A3 à l'italienne) et une version indépendante, consacrée aux 33 communes néo-calédoniennes sur DVD-Rom, est d'abord un ouvrage scientifique qui fait le point sur l'état des connaissances sur la Nouvelle-Calédonie. Composé de 60 planches cartographiques avec notices, il a réuni pendant quatre ans les meilleurs spécialistes de disciplines variées et d'horizons différents. Leur travail a été évalué de la même façon qu'une proposition d'article dans une revue scientifique, avec des membres du comité scientifique de l'atlas dont un des rôles a été celui d'être des *reviewers* critiquant les propositions de notices et de planches. Ce projet a permis un important exercice de collecte de données, notamment à l'échelle des communes et des tribus.

---

<sup>2</sup> Préface de l'ouvrage de Louis Arreghini et Philippe Waniez, 1993, *La Nouvelle-Calédonie au tournant des années 1990*, Montpellier-Paris : Reclus-La Documentation française-ORSTOM, 236 p., p. 11.

L'atlas est également un ouvrage de vulgarisation, les textes des notices bannissant le jargon. Une courte bibliographie permet d'accéder facilement à des informations plus fouillées et un résumé en anglais l'ouvre sur le monde. Destiné à un public éclairé, il invite les Néo-Calédoniens à (re)visiter leur territoire et aux autres, touristes ou curieux, à le découvrir. Les responsables politiques et décideurs locaux, confrontés aux nouveaux enjeux socio-spatiaux, les journalistes français et étrangers ou les professeurs y trouveront leur compte. Sa version interactive et multimédia sur DVD-Rom (Chauvin et Gay, 2014), est un outil pédagogique complet, destinée aux enseignants et à leurs publics. En effet, la somme de connaissances contenues de l'espace quotidien aux espaces supérieurs (provinces et territoire), la diversité des documents, dont certains audios ou vidéos, les possibilités offertes aux professeurs de placer leurs élèves en situation de travail en autonomie, la formation à la recherche d'informations, en fait un outil utilisable à tous les niveaux de l'enseignement. Ce DVD-Rom a été conçu avec l'aide du vice-rectorat de la Nouvelle-Calédonie et inclut une multitude de cartes muettes pour que les enseignants fassent travailler les élèves sur leur lieu de vie quotidienne et les questions de l'habiter. Des considérations de diffusion expliquent le maintien d'un plan qui peut paraître par trop classique et convenu, puisque les thèmes, sont regroupés en cinq chapitres : « le contexte régional », « les milieux », « les populations et leur histoire », « l'économie » et « vivre en Nouvelle-Calédonie ». C'est le souci de ne pas désorienter des lecteurs, peu aux faits des évolutions épistémologiques, qui a guidé ce choix et non pas un parti pris de déterminisme vidalien.

Si ce nouvel atlas de la Nouvelle-Calédonie reprend effectivement le plan de l'ancien, publié en 1981 par l'ORSTOM, il s'en éloigne sensiblement par le format choisi, plus petit, par de nouveaux thèmes traités, comme ceux de la biodiversité, de la préservation des écosystèmes, des espaces coutumiers, de la vie culturelle ou des communes. Autant dire que si le canevas semble le même, le contenu est différent et répond aux évolutions, à la fois mondiales et locales, qui se sont produites ces trente dernières années. La Nouvelle-Calédonie s'est métamorphosée. Une sensibilité écologique est née. Dans la logique du « destin commun », qui souhaite rééquilibrer les pouvoirs et les compétences entre les différentes communautés néo-calédoniennes, la population kanak devient progressivement un acteur majeur du devenir du pays, par son accession aux responsabilités et la mise en valeur de la culture mélanésienne ou l'organisation administrative de nature fédérale qui donne le pouvoir de fait aux Kanak indépendan-

tistes dans deux des trois provinces. Le nouvel atlas prend acte de ces évolutions et se devait de montrer le rééquilibrage à l'œuvre en donnant une plus grande place au monde mélanésien et indépendantiste.

### UN ATLAS POUR SIGNE IDENTITAIRE

Aux antipodes de sa métropole et lancée dans un processus d'émancipation, la Nouvelle-Calédonie est aujourd'hui en quête d'identité, comme le montrent les polémiques extrêmement vives qui se sont développées ces dernières années à propos des signes identitaires prévus par l'accord de Nouméa. Si la devise et l'hymne n'ont pas fait grand débat, le choix du drapeau n'est toujours pas réglé et la solution actuelle des deux drapeaux (le drapeau français et le drapeau indépendantiste) ne semble qu'un pis-aller. Dans un tel contexte, avec l'entrée dans la période d'autodétermination en 2014, durant laquelle la population va se prononcer sur l'indépendance ou non de la collectivité, l'élaboration d'un atlas « officiel », par la nature du commanditaire, la réputation de l'IRD et par les partenaires officiels mobilisés (services provinciaux, territoriaux, étatiques) a pris un sens particulier. En effet, nombre d'interlocuteurs ont vu dans cet ouvrage, qui faisait consensus dans la classe politique, le signe identitaire officiel d'un territoire multiethnique à la recherche d'un « destin commun », faisant le point sur le savoir accumulé sur la Nouvelle-Calédonie, plus tout à fait française, par les dérogations qu'elle a obtenu (citoyenneté néo-calédonienne, « loi du pays », préférence locale en matière d'emplois...), mais pas non plus souveraine.

Le fait que, contrairement à l'atlas précédent, la très grande majorité des 75 auteurs mobilisés résidait en Nouvelle-Calédonie a renforcé ce sentiment. Effectivement, sans parler des « comités de pilotage » qui se sont spontanément créés pour seconder les auteurs principaux, relire les notices, amender les cartes, apporter des compléments d'information, etc., ces auteurs étaient pour la plupart des chercheurs, des enseignants, des universitaires ou des responsables de service en poste depuis plusieurs années en Nouvelle-Calédonie. En lançant un concours auprès des artistes néo-calédoniens pour illustrer chaque partie de l'atlas et sa couverture, le congrès de la Nouvelle-Calédonie a clairement mis en relief cette dimension locale et identitaire de l'ouvrage. Son appropriation par les Néo-Calédoniens est patente. Toutefois, on peut regretter la très faible présence des Kanak parmi les auteurs, puisqu'on n'en compte

qu'un seul, Emmanuel Tjibaou, fils du leader indépendantiste Jean-Marie Tjibaou assassiné en 1989, traduisant le retard de cette communauté en matière de formation et le très faible nombre de chercheurs mélanésiens, bien que la situation tende à s'améliorer.

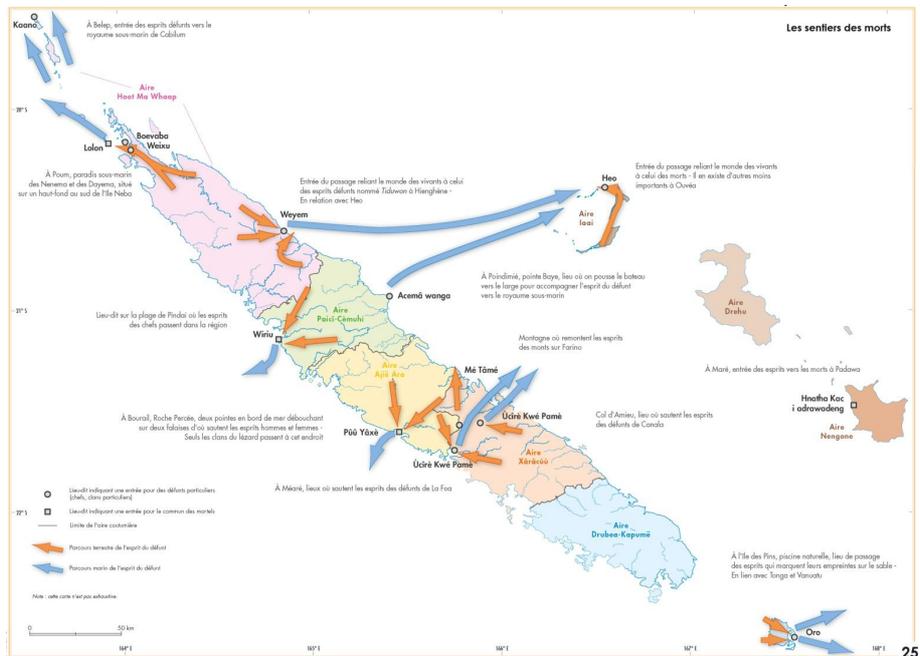
C'est aussi à la demande du gouvernement et du congrès de la Nouvelle-Calédonie que l'analyse des 33 communes prend une place substantielle, puisque le cinquième de l'atlas lui est consacré. Très peu présente dans l'atlas de 1981, car l'institution municipale était encore balbutiante (les communes n'ayant été généralisées qu'en 1969 en Nouvelle-Calédonie), le nouvel atlas entérine l'émergence de cet acteur territorial majeur pour la compréhension de l'organisation de l'espace et du quotidien de la population. Les tribus et l'espace coutumier font également l'objet d'une attention particulière dans cet ouvrage. Nous avons constaté que cet élément a été un point essentiel de légitimation et d'adhésion de la population kanak à ce travail. Toutes communautés confondues, les enquêtes de terrain menées dans l'ensemble des communes nous ont montré que nos interlocuteurs de toutes communautés n'étaient pas indifférents au projet d'une cartographie de leur lieu de vie, justifiée à leurs yeux par leur contribution à l'identité locale.

Les opérations de communication du congrès et des parlementaires néo-calédoniens pendant la réalisation (point presse, émission radio et télé, articles dans les journaux...) et à la sortie de l'atlas et du DVD, avec la présentation de ceux-ci à l'Assemblée nationale ou le tour de la Nouvelle-Calédonie pour présenter le DVD dans les collèges et lycées de la Grande Terre et de Lifou, expliquent son succès populaire. En attestent les journées « portes ouvertes » du congrès, qui ont été un grand succès et ont mis en relief la dimension populaire de l'ouvrage. La prise en compte de ces facteurs peut expliquer le remarquable succès commercial de l'ouvrage à sa sortie en février 2013 à Nouméa, puisqu'en quelques mois les 2 000 exemplaires imprimés ont été épuisés. Il a fallu en toute hâte faire un second tirage. De l'avis général, l'atlas est une réussite et le géographe Roger Brunet, dans la critique de cet ouvrage, estime qu'il s'agit d'un « des tous meilleurs du genre »<sup>3</sup>.

---

<sup>3</sup> *L'Espace géographique*, 2013, n° 2, p. 192.

Pl. 25 : Les espaces coutumiers : les sentiers des morts (E. Tjibaou)



LA CARTE POUR LANGAGE

Le lien particulier au territoire entretenu par les Kanak est probablement la raison pour laquelle ils ont autant de facilités à comprendre les cartes et à appréhender leur importance. Nos travaux de terrain, en « Brousse », terme local et colonial pour désigner la campagne, nous ont permis de constater l'intérêt surprenant, pour un Européen, que les Kanak portent aux cartes de leurs lieux de vie. De nombreuses réunions en mairies ou en tribus, notamment lors de la phase de validation des cartes après l'enquête de terrain, nous ont permis de remarquer que la lecture d'une carte était extrêmement facile pour cette population, dont les langues ne sont pas anthropocentrées mais géo-référencées. Les parcours et les localisations s'expriment toujours par rapport à des repères spatiaux (sens du vent dominant, opposition mer/montagne) et non par rapport au corps, comme le font les langues européennes (devant/derrière, haut/bas...). Ce point fondamental confère une place capitale à l'espace et à la carte, renforcée par le fait que les spoliations de terres au moment de la colonisation placent la question foncière au centre du débat et donc du territoire. Tout ce qui a accompagné cette histoire, le cantonnement des tribus, leur expulsion, leur recomposition et leur

fusion conserve chez les Kanak une prégnance qui les conduit à s'intéresser tout particulièrement à la dénomination et à la localisation des clans et tribus.

À ce propos, les problèmes toponymiques auxquels nous avons été confrontés ont été importants, car, sur ce plan-là, la Nouvelle-Calédonie est au milieu du gué. La province Nord a lancé une campagne de recherche sur la toponymie et a validé une nouvelle toponymie, visible sur les panneaux routiers. La province Sud a également commandé des travaux, mais la validation a pris du retard. Pour le cartographe, la situation est donc compliquée car la toponymie « coloniale » française est encore sur les fichiers des services topographiques ou statistiques, alors que sur le terrain la toponymie en langue mélanésienne est désormais la plus usitée. Une telle confusion nous a obligés à proposer dans le DVD-Rom des cartes avec la toponymie française et la toponymie kanak, mais nul doute que la situation actuelle est une source d'erreurs.

On ne peut pas faire le même constat sur la compréhension et l'usage de la carte chez les auteurs de l'atlas. Dans leur grande majorité, ils n'étaient pas géographes et nous avons été frappé par leur fréquente incapacité à imaginer par eux-mêmes sur la manière de cartographier les données qu'ils possédaient. Pour nombre d'entre eux la cartographie thématique était une discipline inutile servie par un langage abscons. En conséquence, ce fut aux coordinateurs de l'ouvrage de réfléchir avec les auteurs sur ce qui pourrait être cartographié et comment. Certains nous ont clairement indiqué que la planche cartographique ne les intéressait pas et nous ont donc laissé l'établir, en nous fournissant leurs données. D'autres avaient une vision extrêmement rudimentaire de la cartographie et ne comprenaient pas ce que nous leur proposions. Pour tous, les règles les plus simples de la cartographie (valeurs absolues en signes proportionnels, couleurs chaudes et froides, généralisation des tracés en fonction d'une échelle...) leur semblaient être des lubies de géographes. Si, d'un certain côté, cette indifférence nous a facilité la tâche, car nous avions les coudées franches pour construire les planches que nous souhaitions en proposant les cartes que nous imaginions, force est de déplorer l'ignorance fréquente des principes élémentaires du langage cartographique par des auteurs d'horizons différents, lors même que nombre d'entre eux manipulent des données spatiales. À l'évidence, l'utilisation de plus en plus répandue des logiciels de SIG par les auteurs, complique le travail des cartographes, car elle instrumentalise la carte, banalise les modes de représentations (cartes choroplètes, cercles proportionnels, diagrammes en secteurs...) et

cantonne la carte à un registre illustratif, substituant à la synthèse explicative une analyse souvent redondante avec le texte.

La maïeutique cartographique de l'atlas nous a donc conduit à réfléchir à la place et à l'usage rudimentaire et souvent fautif de la carte dans d'autres disciplines ; d'où, tout l'intérêt d'une bonne complémentarité entre auteurs et cartographes et l'importance de cette relation. Dans un tel contexte, le travail des directeurs scientifiques fut fondamental. Il leur fallut convaincre les auteurs que l'image cartographique peut constituer un outil privilégié dans le domaine de la connaissance, de la communication scientifique et de la transmission pédagogique du savoir. L'effort de rigueur dans la restitution de l'information fut complété par un effort d'imagination pour intégrer de nouvelles représentations dans cet atlas régional. La recherche d'une expression cartographique adaptée, parlante et inventive a constitué un enjeu majeur. Voilà pourquoi cartes en anamorphose, en carroyage ou en carroyage anamorphosé côtoient une cartographie plus classique en plages. Les représentations par anamorphose ont été utilisées pour interpeller le lecteur et faire passer un message spécifique. Leur bon accueil parmi les auteurs ou les membres du comité scientifique prouve la portée de ce genre de représentations. Diagrammes triangulaires, graphes en barres ou en secteur, photographies, affiches, etc., ont de même largement illustré les notices. Hélas, cette iconographie est parfois trop petite, car la priorité a été donnée aux textes, que les auteurs ont eu du mal à calibrer, et elle n'a souvent constitué qu'une variable d'ajustement de la maquette.

### DES JOIES ET QUELQUES REGRETS

Notre expérience en début de carrière au sein de l'équipe scientifique et technique de l'*Atlas de la Polynésie française* nous faisait craindre de gros problèmes de délais en raison de la désinvolture de certains auteurs<sup>4</sup>. À de rares exceptions près, ce ne fut pas le cas pour l'*Atlas de la Nouvelle-Calédonie* et on peut dire que, sur ce plan-là, le bilan est satisfaisant. Les chercheurs des « sciences dures », majoritairement de l'IRD, nous apparaissaient comme les principaux auteurs à risques, en raison de l'impératif productiviste et du poids des critères bibliométriques qui aujourd'hui encore plus qu'hier influencent leur carrière, critères pour lesquels une contribution dans un atlas n'est pas d'un grand poids. Leur implication a été une bonne surprise et

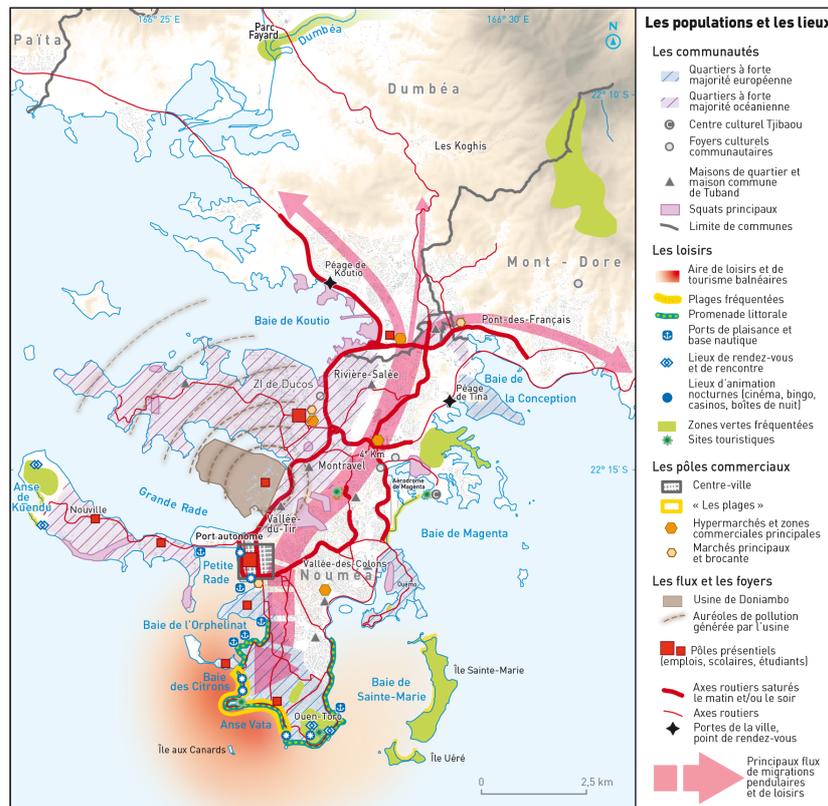
---

<sup>4</sup> Dupon, 1993, p. 89.

peut s'expliquer par la conscience que pour l'institution, qui subit l'austérité budgétaire et qui doute de son avenir, l'atlas était une excellente opération de communication en Nouvelle-Calédonie. Toutefois, prévue initialement pour trois ans, ce qui n'était pas très réaliste, la réalisation de l'Atlas aura duré plus de 4 ans, un retard qui n'a rien d'infamant car dans ce genre de projet d'une certaine ampleur il y a toujours quelques grains de sable qui viennent enrayer la machine. Dans notre cas, ils sont paradoxalement venus d'un de nos meilleurs partenaires, avec qui la collaboration a été parfaite du début à la fin : l'Institut de la statistique et des études économiques de la Nouvelle-Calédonie (ISEE). En fait, c'est le traitement du recensement de la population de 2009 qui a posé problème, car les derniers résultats ne sont sortis qu'au milieu de l'année 2011 et il n'était pas pensable que nous nous passions de ceux-ci, alors que le recensement précédent (2004) était de moindre qualité.

Parmi les 60 planches et notices certaines étaient plus délicates que d'autres, car leur thème renvoyait à des sujets au cœur des débats politiques ou mémoriels. Nous pensons à celles sur les milieux sensibles, avec la question de la gestion et de la préservation, sur le foncier, sur les projets d'urbanisme du Grand Nouméa et sur l'histoire contemporaine. Dans tout l'atlas les filtres successifs des directeurs scientifiques, des évaluateurs et du comité scientifique aboutirent à des textes consensuels, même si on peut parfois le regretter. Pour les thèmes sensibles, le travail a été particulièrement compliqué ; les débats ont été longs ; les échanges nombreux et parfois tumultueux. Le congrès de la Nouvelle-Calédonie, qui finançait en partie le projet, avait son mot à dire dans l'avancement de l'atlas et une personne assurait le lien entre l'équipe scientifique et technique et le monde politique de la Nouvelle-Calédonie. Si certaines planches ont été lues avec encore plus d'attention que d'autres et les termes en ont été encore plus pesés, nous pouvons affirmer, en toute sincérité, qu'il n'y a pas eu de pression politique pour orienter le contenu des travaux. La seule demande forte du congrès a été de nous demander d'ajouter une planche sur la vie culturelle et artistique. Il faut souligner le rôle majeur de la responsable du conseil consultatif de la recherche du congrès qui assura le lien entre l'équipe scientifique et le monde politique local, ce qui facilita grandement la tâche des auteurs dans l'accès aux données des différents services de la Nouvelle-Calédonie et lors des missions de terrain, spécialement en relation avec les 33 municipalités.

Extrait de la pl.52 : Vivre dans le Grand Nouméa, les populations et les lieux  
(J.-C. Gay)



Lorsqu'aujourd'hui les journalistes se penchent sur l'atlas, leur attention s'arrête sur la carte des « Événements ». On en veut pour preuve les nombreux articles dans les journaux ou les magazines qui se sont focalisés sur celle-ci. En proposant à l'auteur de la planche sur l'histoire contemporaine de cartographe pour la première fois cette période insurrectionnelle récente, je me doutais bien des difficultés que cela représentait et de l'effet que cette carte provoquerait. En même temps, j'entrevois l'importance d'ouvrir un débat sur un sujet toujours d'actualité dans un ouvrage qui risquait de devenir trop consensuel à force de relectures critiques. L'auteur de la planche et les trois autres historiens qui l'ont secondé ont travaillé avec zèle sur le sujet et ont jugé bon de requalifier les « Événements » en « guerre civile ». Il est apparu au comité scientifique que si le principe de discuter, au travers d'un encadré, de la qualification de la période 1981-1989 était pertinent, l'atlas ne lui semblait pas être une publi-

cation adaptée pour trancher cette question historiographique. On voit de la sorte que si l'atlas est une œuvre scientifique, au même titre qu'une revue d'histoire ou d'océanographie, son rôle n'est pas de proposer de nouvelles théories mais de faire le point sur les connaissances. Par conséquent, nous avons proposé aux historiens de réfléchir aux différentes appellations possibles de cette période, de l'euphémisant « Événements » à « guerre coloniale », « guerre d'indépendance » ou « guerre civile », mais sans trancher. Après de difficiles négociations notre point de vue l'a emporté et la carte a un titre interrogatif : « "Événements" ou guerre ? (1981-1989) ».

Du côté des regrets, nous ne pouvons que reconnaître l'erreur d'avoir confié au départ à des entreprises métallurgiques le soin de faire plusieurs des cinq notices consacrées à l'extraction et à la transformation du nickel. Les travaux remis tournaient à l'autopromotion et étaient le fruit de services de communication bien éloignés de nos préoccupations. Ces textes ont dû souvent être totalement réécrits et un des auteurs a été remplacé par deux membres de l'équipe scientifique de l'atlas. La perte de temps en échanges, avec des interlocuteurs qui ont souvent changé, en lectures, relectures, conceptions, etc., a été considérable.

Comme pour le précédent *Atlas de la Nouvelle-Calédonie*, un « triangle de direction »<sup>5</sup> se mit en place spontanément. Au service de cartographie de l'IRD, à Bondy, se trouvait Élisabeth Habert, cartographe et coordinatrice technique, et Jacques Bonvallot, directeur scientifique responsable des planches sur les milieux et le nickel. À 17 000 km de la région parisienne, se trouvaient ma collaboratrice cartographe et moi-même, la plupart des membres du comité scientifique et des auteurs, avec lesquels nous étions donc en relation directe et étroite. Cet éloignement a été un handicap, car les conseils scientifiques semestriels, les missions et les moyens modernes de communication (courriels et vidéoconférences) n'ont pas suffi à empêcher l'apparition d'incompréhensions et de malentendus. À Nouméa, nous n'étions pas toujours conscients des problèmes techniques ou financiers qui se posaient. À Bondy, les enjeux locaux n'étaient pas bien appréciés. Ces problèmes de gouvernance, somme toute limités, n'ont eu qu'une influence minime sur l'avancement de l'ouvrage.

Nous avons, durant toute la durée des travaux, vanté le côté pratique du format choisi (cf. *supra*), abandonnant les mensurations imposantes des précédents (440 mm x 580 mm pour l'*Atlas de la*

---

<sup>5</sup> Antheaume, 1981-1982, p. 391.

*Nouvelle-Calédonie* de 1981, 360 mm x 480 mm pour l'*Atlas de la Polynésie française*), mais force est de constater que nous n'avons pas totalement atteint notre objectif en raison d'un poids élevé (plus de 3 kg) qui rend l'ouvrage moins commode qu'escompté. La faute en incombe à un papier de fort grammage en rapport avec la qualité de l'impression, faite en France, et à une reliure de qualité, réalisée en Italie. Toutefois, la décision de ne pas faire de troisième tirage, trop coûteux, de l'atlas nous a conduit à proposer avec le DVD-Rom des communes (cf. *supra*) un second DVD sur lequel on trouve le pdf complet de l'ouvrage. Reste la question en suspens de l'actualisation de cet ouvrage et le problème de l'obsolescence des données du DVD-Rom, qui n'est pas résolu aujourd'hui, en l'absence d'une volonté locale.

Nous souhaitons bonne chance à ceux qui nous succéderont dans cette tâche. L'évolution institutionnelle vers la complète autonomie, la souveraineté partagée ou l'indépendance d'une Nouvelle-Calédonie, peut-être rebaptisée, conduira-t-elle un jour à la naissance d'un atlas « calédonien » avec de nombreux auteurs kanak ? Édité par les éditions de l'IRD, le texte de l'atlas de 2012 a dû répondre aux règles de l'Imprimerie nationale et utiliser le français central au détriment d'un parler calédonien dont les termes ont été définis dans un glossaire. Un choix étonnant quand on songe à son public principal.

## BIBLIOGRAPHIE

- ANTHEAUME B., « Positions de recherches : chronique de l'*Atlas de la Nouvelle-Calédonie*, un bilan méthodologique critiques », *Cahiers ORSTOM. Série sciences humaines*, vol. XVIII, n° 3, 1981-1982, p. 389-398.
- BONVALLOT J., GAY J.-Ch., HABERT É. (coord.), *Atlas de la Nouvelle-Calédonie*, Marseille-Nouméa, IRD-congrès de la Nouvelle-Calédonie, 2012, 272 p.
- CHAUVIN C., GAY J.-Ch., *Le DVD des communes*, Marseille-Nouméa, IRD-congrès de la Nouvelle-Calédonie, 2014.
- DUPON J.-F., « L'Atlas ORSTOM de la Polynésie française un premier bilan rétrospectif », *Bulletin du Comité français de cartographie*, n° 136-137, 1993, p. 88-91.
- HUETZ DE LEMPS A., LEGAND M., SAUTTER G. (dir.), *Atlas de la Nouvelle-Calédonie et dépendances*, Paris, ORSTOM, 53 planches et notice, 1981.
- KIRKPATRICK R., *The Bateman Contemporary Atlas New Zealand*, Auckland, Bateman, 2005, 174 p.
- MCKINNON M. (ed.), *New Zealand Historical Atlas*, Auckland, Bateman, 1997, 290 p.
- SIMÉONI P. (dir.), *Atlas du Vanouatou*, Port-Vila, Géo-Consulte, 2009, 392 p.
- WALSH C. (ed.), *Fiji: An Encyclopaedic Atlas*, Suva, USP, 2006, 419 p.